

Audience publique du 10 juin 2020

Requête en obtention d'un sursis à exécution
introduite par
Monsieur ..., Luxembourg,
contre des décisions du ministre de la Mobilité et des Travaux publics,
département de la Mobilité et des Transports,
en matière de permis de conduire

ORDONNANCE

Vu la requête inscrite sous le numéro 44497 du rôle et déposée le 4 juin 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Grégori TASTET, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à ..., tendant à voir prononcer le sursis à exécution par rapport à 1) une décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics datée du 7 mai 2020 portant à sa connaissance l'information que suite à une rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, la restitution des trois points du capital de son permis de conduire intervenue en date du 13 mars 2020 est à considérer comme nulle et non avenue, que suite à ce même jugement 8 points lui ont été retirés du capital de points dont est doté son permis de conduire, et que dès lors son capital de points s'élève actuellement à 0 points, 2) d'un courrier du ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 7 mai 2020 l'informant que le capital de points dont est doté son permis de conduire est épuisé et 3) un arrêté du ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 7 mai 2020 portant suspension de son permis de conduire pour une période de 12 mois, un recours en annulation sinon en réformation dirigé contre les mêmes actes, inscrit sous le numéro 44496 du rôle ayant été introduit le même jour, étant pendant devant le tribunal administratif ;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les actes déferés ;

Maître Grégori TASTET ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING entendus en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 juin 2020.

Par courrier recommandé du 7 mai 2020, le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, département de la Mobilité et des Transports, ci-après désigné par « le ministre » informa Monsieur ... de la rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, ledit courrier étant libellé comme suit :

« (...) Par la présente, je me permets de vous faire part qu'une rectification a été apportée à votre dossier du permis à points.

En effet, je vous avais informé en date du 13 mars 2020 de la restitution de trois points suite à votre participation au cours de formation complémentaire prévu à l'article 2bis

paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Or, les conditions légales régissant le permis à points (art. 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 régissant la circulation sur toutes les voies publiques) prévoient que la réduction de points intervient de plein droit au moment où une décision judiciaire pour une infraction au Code de la Route devient irrévocable, voire au moment où le contrevenant s'acquitte de la taxe de l'avertissement taxé pour une de ces infractions.

Dans ce contexte, j'ai été informée par le Parquet que l'arrêt N° ... de la Cour d'appel de Luxembourg du 21 janvier 2020, prononcé à votre encontre, notamment pour « avoir causé un accident, et avoir pris la fuite pour échapper aux constatations utiles, même si l'accident n'était pas imputable à votre faute » et pour « avoir circulé, avec un taux d'alcool de ... mg par litre d'air expiré » a en date du 2 juin 2019 à ..., est devenu irrévocable en date du 24 février 2020.

Partant je suis au regret de vous faire part que la restitution des trois points du capital de votre permis de conduire intervenue en date du 13 mars 2020 est à considérer comme nulle et non avenue.

Par conséquent je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la modification susvisée a été redressée dans le fichier du permis à points.

Dès lors, je me dois de vous signaler que votre permis de conduire a été imputé de 8 (huit) points pour les infractions pour lesquelles vous avez été condamné dans le jugement mentionné ci-dessus. Au vu des développements qui précèdent votre capital de points s'élève actuellement à zéro (0) points (cf, courrier recommandé n° ... portant sur le décompte des points).

La présente est susceptible d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif, à exercer par ministère d'avocat à la Cour endéans les trois mois à partir du jour de la notification de la présente (...).

Par courrier du même jour, le ministre informa encore Monsieur ... de ce qu'en vertu d'itératives infractions au Code de la Route commises le 2 juin 2019 à Belvaux, sanctionnées définitivement par un arrêt de la Cour d'appel, siégeant en matière correctionnelle, du 21 janvier 2020 et devenu irrévocable le 24 janvier 2020, 10 points avaient été retirés du capital dont est doté son permis de conduire, de sorte que ce capital de points était épuisé.

Par arrêté du 7 mai 2020, le ministre suspendit pour douze mois le droit de conduire un véhicule automoteur délivré à Monsieur ..., arrêté libellé comme suit :

« Vu les articles 2bis et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que Monsieur ..., né le ... à ... et demeurant à ..., a commis plusieurs infractions à la législation routière sanctionnées par une réduction du nombre de points dont

son permis de conduire est doté en vertu de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ;

Considérant qu'à chaque infraction ayant donné lieu à une réduction de points, l'intéressé a été informé du nombre de points retirés et du solde résiduel de points ;

Considérant que le capital de points affecté au permis de conduire de l'intéressé est épuisé et qu'il y a donc lieu à application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ;

Arrête:

Art. 1^{er} - Le droit de conduire un véhicule automoteur, délivré à Monsieur ..., préqualifié, est suspendu pour 12 mois. Cette suspension vaut également à l'égard des permis de conduire internationaux délivrés à l'intéressé sur le vu de son permis de conduire national.

Art. 2. - Le présent arrêté sera expédié à Madame la Ministre de la Justice avec prière de bien vouloir le porter à la connaissance de Madame le Procureur Général d'État qui voudra bien le faire notifier à la personne intéressée en lui remettant copie de la présente, lui faire retirer les permis de conduire en la rendant attentive aux sanctions pénales attachées par l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 à la violation du retrait et provoquer son signalement.

Art. 3. - La restitution du droit de conduire à l'échéance de la durée de suspension est subordonnée à la condition pour l'intéressé de participer pendant la durée d'application de la suspension du droit de conduire à la formation complémentaire prévue au paragraphe 4ter de l'article 2bis de la loi précitée du 14 février 1955.

Art. 4. - La présente est susceptible d'un recours gracieux à présenter par écrit au ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Département de la mobilité et des transports. Elle est en outre susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif, à exercer par ministère d'avocat à la Cour endéans les trois mois à partir du jour de la notification de la présente. ».

Par requête déposée le 4 juin 2020, inscrite sous le numéro 44496 du rôle, Monsieur ... a introduit un recours en annulation, sinon en réformation contre « ces » décisions du 7 mai 2020 et par requête déposée le même jour, inscrite sous le numéro 44497 du rôle, il a encore introduit un recours tendant à voir ordonner par « Mesdames, Messieurs les Président et Juges Composant le Tribunal Administratif » le sursis à exécution des décisions en question, sinon à se voir accorder « une main levée totale de cette suspension de conduire, sinon partielle en exceptant la suspension du permis de conduire : 1/ Pour l'intérêt prouvé de sa profession. 2/ Pour déposer ou reprendre ses enfants vivant en communauté domestique avec lui, auprès d'une tierce personne à laquelle elle est obligée de le confier afin de pouvoir s'adonner à son occupation professionnelle ».

Il estime que l'exécution de « la décision » de suspension de son permis de conduire, lui causerait un préjudice grave et définitif, en ce que cette décision l'aurait privé de son autorisation de conduire.

A cet égard, il explique être mandataire de ... sociétés à Luxembourg dans le domaine de la promotion immobilière et avoir actuellement ... projets immobiliers en construction, dont ... seraient déjà en commercialisation et ... chantiers seraient en cours de construction, tandis qu'il aurait encore ... salariés dans la société, de sorte qu'il devrait constamment se déplacer pour des raisons professionnelles. Par ailleurs, il serait père de ... enfants et aurait besoin de son permis de conduire pour le transport de ses enfants.

Le requérant estime ensuite que les moyens développés devant les juges du fond apparaîtraient comme sérieux.

Il reproche ainsi, en substance, au ministre, dans la mesure où le soussigné a compris le raisonnement avancé, d'avoir à tort procédé dans le cadre d'une rectification du solde du capital des points de son permis de conduire en relation avec un jugement, à l'annulation de la restitution des trois points du capital de son permis de conduire intervenue en date du 13 mars 2020, alors que le ministre, aux yeux du requérant, aurait pris en date du 13 mars 2020 une décision « *définitive* ».

Il explique à cet égard que suite à des faits délictueux commis le 2 juin 2019, le requérant se serait vu condamner par jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, du 20 novembre 2019 à notamment une interdiction de conduire de 41 mois avec sursis. Or, conscient que ce jugement impliquait une perte de 8 points, il aurait directement tenté de s'inscrire auprès du Centre de Formation pour Conducteurs afin de pouvoir effectuer la formation - reconstitution de trois points, mais qu'il n'aurait seulement pu participer audit stage en date du 13 mars 2020, suite à quoi il se serait vu restituer 3 points.

Il précise toutefois que du fait des délais d'attente nécessaires pour obtenir une participation audit stage de conduite, il aurait été obligé de relever appel du jugement correctionnel du 20 novembre 2019 afin d'éviter que ce jugement soit coulé en force de chose jugée.

Le requérant estime ensuite que comme le ministre procéderait nécessairement, avant la participation au stage, à la vérification de la situation des participants afin de s'assurer qu'ils soient éligibles à la formation en fonction des points de leur permis de conduire, il aurait partant décidé qu'il était éligible à participer au stage de formation et aurait partant également implicitement reconnu qu'il était apte à effectuer le stage et que son nombre de points n'était donc pas égal à 0 lors de sa participation le 13 mars 2020.

Comme la simple présence au stage impliquerait la restitution de 3 points, il se serait vu accorder automatiquement 3 points, ce qui lui aurait été confirmé par courrier du ministère des Transports du 13 mars 2020 et l'informant de la récupération de 3 points, courrier que le requérant considère comme ayant « *valeur de décision administrative définitive* ».

Le requérant admet ensuite avoir commis en date du 11 avril 2020 une nouvelle infraction au Code de la Route ayant entraîné un retrait de 2 points de son permis, retrait dont il aurait été informé par courrier du ministre du 20 avril 2020, ledit courrier l'informant encore que son capital de points serait doté de 9 points ; il en déduit que le ministère des Transports n'aurait de toute évidence ni déduit les 8 points suite à la décision reçue par eux le 24 février 2020, ni ajouté les 3 points obtenus en stage dans sa décision.

Le requérant estime là encore que ce courrier vaudrait « *décision administrative s'imposant tant à l'administration que vis-à-vis de l'administré* », de sorte que le ministre n'aurait pas pu procéder en date du 7 mai 2020 à une rectification postérieure, le requérant contestant encore qu'il ne soit pas possible de ne pas lui comptabiliser les 3 points de récupération du stage sans enfreindre la loi qui établirait que la simple participation au stage permettrait la récupération automatique de 3 points.

Le requérant souligne enfin que s'il n'avait pas été en mesure d'effectuer le stage de récupération de points avant le 13 mars 2020, cela aurait uniquement été dû au dysfonctionnement du ministère des Transports, respectivement du centre de formation qui n'auraient pas été en mesure, ni n'auraient fait les démarches pour lui permettre d'effectuer le stage auparavant, de sorte que le ministre ne saurait actuellement rectifier et donc annuler les 3 points lui accordés au motif que le stage aurait été effectué après une décision judiciaire définitive alors que ce retard serait dû à son propre dysfonctionnement.

Le délégué du gouvernement s'oppose à la demande en contestant tant le sérieux des moyens invoqués à l'appui du recours au fond que l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

L'affaire au fond ayant été introduite le 4 juin 2020 et compte tenu des délais légaux d'instruction fixés par la loi modifiée du 21 juin 1999 précitée, de surcroît actuellement suspendus en vertu du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, tel que modifié par les règlements grand-ducaux des 1^{er} et 29 avril 2020, l'affaire ne saurait être considérée comme pouvant être plaidée à brève échéance.

Une première conclusion s'impose toutefois au vu de l'article 11, (3) de la loi modifiée du 21 juin 1999 précitée : une demande de sursis à exécution est à présenter par requête distincte au président du tribunal qui a une compétence exclusive pour statuer sur lesdites demandes. Il s'ensuit qu'une demande de sursis adressée à la formation collégiale du tribunal administratif doit entraîner une décision d'incompétence de ce dernier¹, sans qu'il n'existe de possibilité de renvoi devant le président du tribunal².

La requête sous analyse ayant été adressée erronément tant dans son intitulé que dans son dispositif au tribunal administratif siégeant dans sa formation collégiale, ce dernier devrait se déclarer incompétent, tandis que le soussigné devrait se considérer comme n'ayant pas été valablement saisi ; toutefois, dans l'intérêt du justiciable bien compris, le soussigné passera outre à cette erreur imputable à l'avocat.

¹ Trib. adm. 27 octobre 1999, n° 11595, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 514.

² Trib. adm. 14 octobre 1999, n° 11574, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 513.

Une demande de suspension a pour objet d'empêcher, temporairement, la survenance d'un préjudice grave et définitif, auquel le requérant ne saurait autrement échapper.

Pour l'appréciation du caractère définitif du dommage, il n'y a toutefois *a priori* pas lieu de prendre en considération le dommage subi *pendant* l'application de l'acte illégal et avant son annulation ou sa réformation, puisqu'admettre le contraire reviendrait à remettre en question le principe du caractère immédiatement exécutoire des actes administratifs, car avant l'intervention du juge administratif, tout acte administratif illégal cause en principe un préjudice qui, en règle, peut être réparé *ex post* par l'allocation de dommages et intérêts. Ce n'est que si l'illégalité présumée cause un dommage irréversible dans le sens qu'une réparation en nature, pour l'avenir, ou qu'un rétablissement de la situation antérieure, ne seront pas possibles, que le préjudice revêt le caractère définitif tel que prévu par l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999³.

Le préjudice éventuellement subi par le requérant à ce jour ne saurait dès lors être considéré comme admissible pour prétendre à l'admission d'une mesure de sauvegarde, s'agissant d'un préjudice d'ores et déjà consommé, auquel une mesure provisoire ne saurait porter remède.

En ce qui concerne le préjudice futur allégué, seul préjudice pouvant éventuellement entrer en considération, le soussigné relève qu'un préjudice est grave au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 lorsqu'il dépasse par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société et doit dès lors être considéré comme une violation intolérable de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Aussi, le fait de ne pas disposer pendant quelques 10 mois de permis de conduire ne saurait être considéré *per se*, sauf circonstances particulières, comme constituant un préjudice grave, c'est-à-dire comme dépassant par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société⁴, étant donné que le requérant pourra toujours recourir aux transports en commun, le requérant n'ayant d'ailleurs pas fourni la moindre indication selon laquelle ses trajets professionnels seraient impraticable en recourant aux seuls transports publics, le requérant n'ayant d'ailleurs donné aucune indication concrète sur son lieu de travail et les localisations des prétendus chantiers ou objets immobiliers à visiter.

Il n'appert en tout état de cause pas qu'il s'agisse d'un préjudice définitif.

Enfin, il convient de rappeler que le dispositif mis en place par le permis à points s'inscrit dans un choix politique de sécurité routière. Ainsi, le dispositif du permis à points se veut pédagogique et préventif en agissant de manière ciblée contre les récidivistes, le cas échéant par la suspension de leur droit de conduire au cas où le capital de points dont est doté le permis à conduire est épuisé, pour l'hypothèse où l'approche préventive échoue⁵ : des infractions répétées trahissent en effet un comportement dangereux qui nécessite une réponse pédagogique appropriée reposant sur des sanctions adaptées au comportement fautif⁶.

³ Trib. adm. (prés.) 8 février 2006, n° 20973 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 589.

⁴ Voir notamment trib. adm. (prés.) 2 octobre 2008, n° 24842, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 664.

⁵ Cour adm. 1^{er} mars 2016, n° 37134C, Pas. adm. 2019, V° Transports, n° 74.

⁶ Trib. adm. 13 décembre 2004, n° 18277, Pas. adm. 2019, V° Transports, n° 98.

Aussi, il est évident que pour assurer le caractère de sanction, la suspension doit être ressentie comme telle par l'administré fautif : le fait que la suspension entraîne *per se* une désorganisation incommode de la vie quotidienne du conducteur sanctionné, privé de l'usage confortable et aisé de sa voiture personnelle, et le force à se réorganiser en conséquence, notamment en recourant le cas échéant aux transports en commun, relève de cet effet pédagogique invitant le conducteur sanctionné à prendre conscience de la nécessité pour l'avenir d'une conduite responsable et respectueuse des règles du Code de la Route, et ne saurait, à défaut de toute circonstance particulière, être considéré *per se* comme dépassant les gênes et sacrifices que peut imposer momentanément la vie en société et ses contraintes et obligations.

En ce qui concerne la seconde condition devant être remplie pour pouvoir prétendre à une mesure provisoire, à savoir l'exigence que les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux, des faits et des éléments doivent être invoqués ou ressortir de la requête ou du dossier administratif, démontrant directement que, pour avoir un effet utile, la mesure demandée doit être immédiatement ordonnée afin de satisfaire à cette condition de sérieux : dès lors, il faut mais il suffit qu'à première vue et eu égard aux circonstances de la cause, le recours puisse être déclaré recevable et fondé et, partant, donner lieu à la suspension de l'exécution de la décision attaquée, respectivement à l'instauration de la mesure de sauvegarde sollicitée. En d'autres termes, les moyens avancés doivent offrir une apparence de droit suffisante ou un degré de vraisemblance tel que l'on peut nourrir des doutes importants quant à la légalité de l'acte -, étant rappelé que comme le sursis d'exécution, respectivement l'institution d'une mesure de sauvegarde, doit rester une procédure exceptionnelle, puisque qu'ils constituent une dérogation apportée aux privilèges du préalable et de l'exécution d'office des décisions administratives, les conditions permettant d'y accéder doivent être appliquées de manière sévère.

Il s'ensuit que, face à une situation où le caractère sérieux des moyens soulevés au fond n'apparaît pas comme étant évident à première lecture, le juge du référé ne peut pas admettre que les moyens en question sont suffisamment sérieux pour justifier une mesure provisoire.

En ce qui concerne l'analyse du sérieux des moyens présentés au fond, le soussigné constate que le requérant se prévaut essentiellement de l'existence de décisions administratives présentées comme « *définitives* », sans fournir toutefois la moindre argumentation juridique à la base de cette affirmation.

Or, un moyen est sérieux lorsqu'il laisse présager, aux termes d'une analyse sommaire, une probable réformation ou annulation : un moyen sérieux fait pressentir une annulation, tandis que l'examen du caractère sérieux d'un tel moyen se caractérise par son caractère *prima facie*. Aussi, n'est pas sérieux un moyen tout juste ébauché : l'institution d'une mesure provisoire devant rester une procédure exceptionnelle et les conditions permettant d'y accéder doivent être appliquées de manière sévère, de sorte que le juge statuant au provisoire est en droit d'attendre du requérant, représentée par un avocat et partant par un professionnel de la postulation, un acte de procédure intelligible et cohérent, ne requérant pas une analyse poussée aux seules fins de comprendre la finalité et l'argumentation de la requête⁷. Par ailleurs, l'exposé d'un moyen de droit requiert tant de désigner la règle de droit qui serait violée, que la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué : aussi, comme le sursis d'exécution, respectivement l'institution d'une mesure de sauvegarde doit rester une procédure

⁷ Trib. adm. prés. 24 janvier 2018, n° 40546 ; trib. adm. prés. 2 décembre 2019, n° 43812.

exceptionnelle, puisque qu'ils constituent une dérogation apportée aux privilèges du préalable et de l'exécution d'office des décisions administratives, les conditions permettant d'y accéder doivent être appliquées de manière sévère, de sorte que de tels moyens ébauchés, non autrement précisés, ne sauraient en tout état de cause être considérés comme sérieux⁸.

Par ailleurs, et ce tant à titre subsidiaire qu'à titre informatif à l'adresse du requérant, l'article 8 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes précise qu'« *en dehors des cas où la loi en dispose autrement, le retrait rétroactif d'une décision ayant créé ou reconnu des droits n'est possible que pendant le délai imparti pour exercer contre cette décision un recours contentieux, ainsi que pendant le cours de la procédure contentieuse engagée contre cette décision* », disposition dont il résulte a priori qu'une décision ne devient « définitive » qu'après expiration des délais de recours : en l'espèce, les deux décisions qualifiées sans autre fondement de « *définitives* » par le requérant datent respectivement des 13 mars et 20 avril 2020 et la décision de rectification, ayant procédé au retrait des 3 points acquis par le requérant au termes de la formation, du 7 mai 2020, tandis que le délai de recours est, *a priori*, de trois mois.

Le moyen du requérant, tablant sur l'existence de prétendues décisions « *définitives* », paraît dès lors en l'état actuel du dossier comme insuffisamment sérieux.

Dans la mesure toutefois où le requérant ait entendu encore invoquer une atteinte à sa légitime confiance - encore qu'un tel moyen ne figure pas explicitement dans le recours - il échet de rappeler qu'aux termes d'une jurisprudence constante un administré ne peut prétendre au respect d'un droit acquis que si, au-delà de ses attentes, justifiées ou non, l'autorité administrative a créé à son profit une situation administrative acquise et réellement reconnue ou créé un droit subjectif dans son chef. Ce n'est qu'à cette condition que peut naître dans le chef d'un administré la confiance légitime que l'administration respectera la situation par elle créée, les deux notions de droits acquis et de légitime confiance étant voisines, la jurisprudence soulignant toutefois qu'au niveau de l'application du principe général de la confiance légitime, il y a lieu d'insister sur le qualificatif légitime, de sorte qu'aucun droit ne saurait être valablement tiré par l'administré d'une application illégale d'un texte de l'ordonnancement juridique.

En l'espèce, il est constant en cause que Monsieur ... s'est vu priver de 2 points de son capital-points en date du 6 juillet 2018.

Il est encore constant en cause qu'il a été définitivement condamné aux infractions justifiant le retrait de 10 points par arrêt de la Cour d'appel de Luxembourg du 21 janvier 2020, arrêt devenu irrévocable en date du 24 février 2020.

Il paraît dès lors qu'en date du 24 février 2020, le nombre de points affecté au permis de conduire de Monsieur ... était réduit à zéro

Si Monsieur ... a certes suivi la formation prévue à l'article 2bis, paragraphe 41, 1^{er} alinéa, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, permettant la reconstitution de 3 points, en date du 13 mars 2020, il résulte toutefois de l'article 2bis, paragraphe 4, 2 alinéa, que la possibilité d'une reconstitution

⁸ Trib. adm. prés. 28 janvier 2019, n° 42246.

de 3 points suite à la participation à la formation complémentaire « *n'est plus donnée dès le moment où, sous l'effet de condamnations judiciaires devenues irrévocables ou d'avertissements taxés dont l'intéressé s'est acquitté, le nombre de points affecté au permis de conduire est réduit à zéro* ».

Aussi, il appert au terme d'un examen sommaire que Monsieur ... ne pouvait pas, légalement, profiter de l'option de reconstitution de points, cette option n'étant à première vue ouverte qu'aux détenteurs d'un permis de conduire doté encore d'un minimum de points.

Il n'appert dès lors pas qu'il puisse se prévaloir d'un droit acquis - l'accent étant mis sur « droit » ou sur une atteinte à sa confiance légitime » - l'accent portant sur « légitime ».

Le requérant est partant à débouter de sa demande en institution d'une mesure provisoire, aucune des conditions afférentes n'étant remplie en l'espèce.

Par ces motifs,

le soussigné, président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

rejette la demande en obtention d'un sursis à exécution,

condamne le requérant aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 10 juin 2020 par Marc Sünner, président du tribunal administratif, en présence du greffier en chef Xavier Drebenstedt.

s. Xavier Drebenstedt

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 10 juin 2020
Le greffier du tribunal administratif